

Gouvernement Di Maio-Renzi : Un mariage à l'italienne pour contrer Salvini



La singularité de la crise italienne nous conseille de répartir son évolution en deux moments: depuis son début, le 9 août, jusqu' à son épilogue institutionnel, la désignation du Premier ministre, le 29 août au matin.

En voici la première partie.

**La crise politique en Italie : un concerto en deux sonates,
« ouverture » et « fugue »**

.....

**La rupture entre « Lega » et « M5S » et l'ouverture de la
crise**

« Un coup de poignard dans le dos ! », s'écria Luigi Di Maio, vice-président du Conseil des ministres et chef du M5S, le 13 Août 2019, devant les caméras de télévision, à l'adresse de

l'ex-partenaire Matteo Salvini, qui avait dénoncé le « pacte » de gouvernement au nom de « La Lega », parti souverainiste et anti-système, mais aussi parti de gouvernement de la République.

« Coup de poignard que les Italiens lui feront payer! »

Dès lors le « contrat de législature » jaune-vert » du gouvernement Giuseppe Conte prenait fin.

S'ouvrait alors dans les spasmes d'un accouchement douloureux et passionnel et d'un séisme politique fébrile et dramatisé, une période de consultations et d'intrigues, les « combinazioni », qui ont bouleversé la « upper class » politico-médiatique pendant vingt jours, pour résoudre le grand dilemme final, l'issue de crise, élections anticipées ou gouvernement institutionnel.

Pour les acteurs de la solution parlementaire, opposés aux urnes, le but affiché était clair! Il s'agissait de renverser la »formule politique » souverainiste-populiste, jaune-verte (M5S-Lega), par un « ribaltone », au profit des partis politiques, condamnés par les dernières élections , le Parti Démocratique et autres formations politiques de gauche, pour la constitution d'une coalition rouge et jaune.

Prendrait forme ainsi un « front uni » anti-Salvini, fondé sur la double négation de la démocratie et du vote populaire.

Dans une république bicamérale, la légalité de la manœuvre serait intacte (une majorité aux chambres), la légitimité discutable (le climat politique et la santé économique du pays) et la formule politique plus adaptée à une situation générale pleine de dangers (des manœuvres des palais, romains et bruxellois, des jeux pénalisants des marchés financiers et des regards désabusés des Italiens).

Il ne s'agissait pas du « front uni » anti-fasciste du Komintern, mais de son adaptation post-démocratique, celle de

la coalition « Ursula », du nom de la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von Leyen, bénie par Merkel et Macron et votée par une majorité parlementaire hybride.

L'Italie et la « Souveraineté limitée »

Ainsi l'Italie, « laboratoire politique » de l'Europe, devrait s'adapter au concept brejnevien de « souveraineté limitée », plutôt qu'à celui de « souveraineté partagée » adopté par l'Union et inscrit dans ses traités.

Une crise trois fois paradoxale, qui contredit l'usure exceptionnellement rapide de la formule, (un an, deux mois et 16 jours), tranche dans le vif d'une contradiction unique (un accord politique privé, « le contrat », entre partis du renouveau, aux buts électoraux opposés et vise, en dernier à faire de cette expérience un contre-modèle européen, surtout en matière économique (fin de toute politique de rigueur budgétaire, imposée par l'Union européenne et jugée irrationnelle par plusieurs pays-membres et transgressée par la France et l'Allemagne, au profit d'une politique expansive, réformatrice et créatrice d'emplois).

La croisade anti-salviniste avait aussi une justification humaniste, la révolte pro-immigrants de la bien-pensance universaliste, du pape François et des droitdelhommistes. Faut-il rappeler la nature de cette croisade contre Salvini? Elle a été politique, au niveau international, (offensive des ONG en Méditerranée, complices de réseaux de trafiquants d'êtres humains) et judiciaire, et multiculturelle au niveau interne.

L'anarchie italienne, dépoussiérée de ses anciennes racines pré-modernes, revient en force, y compris au sein d'une magistrature, politisée à gauche, pour remettre en cause l'autorité de l'État, avec l'appui des élites mondialistes.

Ainsi, par cette crise, l'Italie replonge dans l'instabilité antérieure à 2018, en proie aux arrivistes et opportunistes,

réveillés de leurs torpeurs apparentes et ouvre à nouveau sur la saison des turpitudes qui est à la base du dégoût de la politique et des dérives de la démocratie.

Et maintenant « Que faire? ». Recours aux urnes ou coalition jaune-rouge ?

Dans cette confusion des genres, Salvini a été fort critiqué pour le « tempo » et pour le « raté » de l'ouverture de crise.

Ainsi, faudra-t-il l'envoyer dans les camps de rééducation de la « Démocratie », l'archipel du Goulag, en compagnie de l'ombre de Soljénitsyne, afin qu'il réfléchisse aux mouvements tactiques du souverainisme européen contemporain ? Ou bien, encore mieux, l'associer à Orban dans l'opposition, afin qu'ils étudient ensemble, dans l'internement des prisons intellectuelles de l'intégrationnisme européen, la stratégie à long terme de l'État souverain et la révolution westphalienne du XXI^e siècle ?

Le barrage à Salvini n'était pas le seul objectif du renversement des alliances, visant à promouvoir une coalition jaune et rouge, M5S et PD, qui, en l'état actuel des rapports de forces, compte sur une majorité de parlementaires et pourrait l'emporter au sein des institutions, 355 députés et 178 sénateurs, sans recourir aux urnes.

Le ravage le plus grand, venait du goût du pouvoir, de la soif de vengeance et de l'attrait dissimulé pour les fauteuils ministériels, donnant de la force « pervicace » à l'ambition du « ribaltone » et au désenchantement des Italiens.

Le président de la République, malgré son empressement dans la résolution de la crise, pourra-t-il tenir compte des slogans du cartel des droites, Forza Italia, (Berlusconi), Fratelli d'Italia (Giorgia Meloni), et La Lega (Matteo Salvini), « ni jaune-vert, ni jaune-rouge ! », « élections tout de suite ! »,

imprimant une accélération et une solution démocratique à l'incertitude ambiante ?

Par une sorte de paradoxe, le paysage électoral est redevenu bipolaire et le pays est à nouveau divisé en deux, radicalisé, partagé entre l'Italie du « Oui » (pour les élections immédiates) et l'Italie du « Non » (pour un accommodement de compromis et le renvoi du suffrage), la première coïncidant avec le Nord, la deuxième avec le Sud du pays.

Or, au soir du 26 août autour de 21 heures, toute interrogation aboutissait à trois scénarios possibles : une entente jaune- rouge Lega- PD, une recomposition révisée du contrat Lega -M5S, ou un gouvernement technique pour la préparation des élections anticipées.

Les trois issues de crise et les préférences de Paris, Berlin et Bruxelles

De toute façon, jusqu'à nouvelle convocation électorale ne sera pas mis fin à la coexistence de deux paradigmes, qui avaient été à l'origine brutale de la crise, à savoir le système des « opinions et des sondages » et le « systèmes des consensus réels », autrement dit au creux indissociable entre les subjectivités partisans, la voix du peuple et les intérêts de pouvoir.

Par ailleurs même l'amour est devenu asymétrique entre l'Italie et l'Europe, qui ne s'aiment plus de la même passion, restée toujours d'un platonisme rationnel.

En effet Paris, Berlin et Bruxelles se prodiguent en conseils et en recommandations, bref, dans l'indication sournoise de préférences voilées.

La seule intervention explicite a été celle de Macron, qui, lors d'une conférence de presse du 23 août, avant le G7, a rappelé que : « l'Italie est un pays ami et un grand peuple, dont le destin est profondément européen. Il mérite un

gouvernement et des dirigeants qui soient à la hauteur ». Faut-il voir, dans cette mise en garde, un futur accueil au tapis rouge, pour Luigi Di Maio, sur les avenues qui mènent à Bruxelles ?

À titre de rappel, la stratégie du Prince entend jouir d'une complète liberté d'action, en Europe et dans la Méditerranée élargie. En ce qui concerne l'Europe, un aggiornamento » est cependant nécessaire entre la conception gaullienne de l'Europe comme multiplicateur de puissance pour la France et la conception multipolaire et souverainiste de l'Europe, comme fédération d'États indépendants et coalisés, dans un contexte planétaire turbulent et sans pitié.

Quant à Salvini, Macron, contraire aux pratiques « d'une autre politique », s'est opposé constamment au ministre italien sur les dossiers les plus brûlants, la Libye, les flux migratoires, la politique de relance, la vision de l'Europe et « le souverainisme national », gardien des permanences et des héritages et plus proche de Edmund Burke, que de Frederich von Hayek et de son radicalisme de la modernité.

Le 27 août à 21 heures, coup de scène ! « Il Ribaltone » (le grand retournement) et l'accord entre M5S/PD.

Tout bascule vendredi 27 vers la fin de l'après-midi, lors du retour à Palazzo Chigi du président du Conseil des ministres démissionnaire, Giuseppe Conte, revenu du G7 de Biarritz.

Le dialogue entamé dans la journée par M5S et PD, subit alors un tournant important et le rapprochement qui avait été tenté, étudié, calculé et enfin perfectionné, fait surgir du cylindre de magicien Di Maio le nom de Giuseppe Conte, comme garant de la formule jaune-rouge et nouveau Premier ministre, à proposer au chef de l'État.

L'assignation du mandat, dans la formation de l'équipe ministérielle devait suivre rapidement, le lendemain, à la fin du deuxième tour des consultations .

En effet, à la différence des régimes présidentiels, où la nomination du Premier ministre procède directement du chef de l'État, la procédure des régimes parlementaires remonte par le bas, du parlement et des partis politiques vers le haut.

À ce point, une première nouveauté, de portée européenne, émerge de cette grande manœuvre institutionnelle, l'exclusion de la Lega et des souverainistes de l'aire de gouvernement et, non moindre, l'accession au pouvoir des deux partis, le M5S et PD, qui ont été les deux grands perdants des dernières consultations électorales, ce qui conduit au paradoxe d'un gouvernement de recalés et non légitimés par le peuple.

Or, la perversion et la corruption du jeu démocratique s'explique en Italie par ce refus du recours aux urnes, installant au pouvoir ceux qui ont œuvré pour les jeux du pouvoir, arguant d'une homogénéité d'orientations avec la majorité exprimée au parlement européen, pour la nomination de Ursula von Leyen.

Apparaît ici, de manière flagrante, la fragilité d'un gouvernement hétéro-dirigé par l'Union européenne, dont l'ingérence politique remonte au gouvernement Monti de 2011.

Par la même occasion, un regard sur le système politique italien, malgré les différences institutionnelles avec la France ou l'Allemagne, concerne la destruction de ce système avec un bipolarisme innaturel, que l'on pensait oublié avec la première république, entre un M5S, qui est un mouvement post-idéologique récent et le dernier parti-État de l'échiquier politique du XX^e siècle, le parti démocrate.

Ainsi et dans ce cadre, acquièrent une nouvelle centralité le parlement et le rôle du Premier ministre.

« Conti bis. Habemus papam! »

Malgré un extraordinaire jeu de transformisme, Giuseppe Conte, changeant soudainement d'épaulé à son fusil, en son rôle

conjoint, de médiateur, de garant et d'acteur décisif de l'alliance jaune-rouge, recouvrira également celui d'un raccord indispensable entre l'Italie et L'Europe et l'Italie et la communauté internationale.

Ainsi, après avoir dissocié le populisme de Di Maio du souverainisme de Salvini, la figure du chef du gouvernement « Conti bis, » sera-t-elle en mesure de conjurer la contamination du PD, parti d'appareil, par le transformisme rapide du M5S, désormais inféodé aux lobbies du pouvoir ?

Et, beaucoup plus important, bénéficiant désormais de la bienveillance de l'Union européenne pourra-t-il inverser la prédominance représentative du Sud sur le Nord du pays, et donc de l'assistentialisme sur le productivisme et du Welfare State sur le libéralisme ?

En perspective, le M5S, mouvement de la décroissance doctrinale ne provoquera-t-il pas un regain accru, par un effet de boomerang, d'une grande vague nordiste et léguiste de retour ?

Pour l'heure, la tension qui avait enflammée les Italiens se relâche momentanément à l'annonce de la découverte d'un pontife miraculeux, promis par le titre d'un journal provocateur :

« Conti Bis. Habemus papam ! »

Investiture de nécessité

Le 29 août, au matin, après deux tours de consultations, cette crise atypique prend une tournure clairement institutionnelle par le mandat, officialisé par le chef de l'État, Sergio Mattarella, au président du Conseil sortant, Giuseppe Conte.

Ce dernier est chargé de référer sur son projet de gouvernement et sur la composition du ministère dans les délais les plus courts.

L'expérimentation, à l'échelle européenne, marque l'échec momentané de Salvini et du souverainisme et laisse sur le terrain deux orphelins, Boris Johnson et Marine le Pen.

Elle est suivie attentivement par Bruxelles et par Paris, à l'heure du Brexit et de la suspension du Parlement britannique pendant quinze jours, pour forcer à un « No Deal ».

Les forces eurosceptiques sont attentivement surveillées par les institutions européennes et les marchés internationaux et un cordon sanitaire avait été déjà organisé au parlement de Strasbourg, pour qu'aucun souverainiste ne soit nommé président de Commission.

À l'heure où l'économie globale ralentit et un début de législature européenne se dessine, Giuseppe Conti doit séparer les deux jumeaux terribles d'Europe, l'Italie et la Grande-Bretagne, au nom de la stabilité politique.

Il doit interdire à tout prix que dans ce mariage à l'italienne, la mariée ne se jette dans les bras du loup.

Dans la situation actuelle, d'une alliance gouvernementale à gauche sans vote populaire et parsemée de difficultés innombrables, la logique du pouvoir profitera plus à l'opposition ou aux détenteurs de la décision politique, aux manœuvres de palais ou à la colère des peuples ?

Irnerio Seminatore

Bruxelles, 29 août 2019